

UNE JOURNÉE MOUVEMENTÉE AU PALAIS DE JUSTICE : L'AFFAIRE TURMEL, L'AFFAIRE MONIER

# EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.510. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Samedi

29

SEPTEMBRE

1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B<sup>is</sup> des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88  
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

## LA DEUXIÈME PHASE DE LA BATAILLE A L'EST D'YPRES



BLESSÉ ALLEMAND PORTÉ PAR QUATRE ÉCOSSAIS



UN MAJOR ALLEMAND SOIGNE UN BLESSÉ PRISONNIER



VUE DU CHAMP DE BATAILLE, VERS MENIN, SUR LA ROUTE NOUVELLEMENT CONQUISE PAR LES TROUPES BRITANNIQUES

La deuxième phase de la bataille engagée le 20 septembre à l'est d'Ypres, par les troupes britanniques, vient de se terminer par l'échec sanglant des contre-attaques allemandes. A huit reprises, en effet, l'ennemi a tenté de reconquérir les importantes positions

qu'il avait perdues. Tous ses efforts sont restés vains et les Anglais ont pu même rectifier leurs lignes en enlevant des points d'appui isolés, au sud de Tower-Hamlet et du bois du Polygone, cependant que le duel d'artillerie se poursuivait avec violence.



## EN CE MOMENT SE DECIDE A PETROGRAD L'AVENIR DE LA RUSSIE REVOLUTIONNAIRE

L'assemblée démocratique, convoquée sur l'initiative du Soviet, a tenu, jeudi, sa séance d'ouverture.

A supposer que Kerensky ne puisse conserver le pouvoir et qu'un gouvernement socialiste le renverse, M. Tchernof affirme que la Russie n'accepterait pas une paix séparée.

PETROGRAD, 28 septembre. — Hier après-midi, à cinq heures, dans la salle du Grand Théâtre Dramatique municipal, tendue de couleur rouge, s'est ouverte la conférence démocratique en présence de 1.200 délégués arrivés de toutes les parties de la Russie.

On sait que cette conférence a été convoquée par le Soviet à la suite de l'affaire Kornilof. C'est la troisième assemblée que tiennent, depuis moins de quatre mois, les organisations révolutionnaires.

La fréquence de ces réunions et le caractère même de leurs débats qui, après une longue suite de discours, n'aboutissent qu'à des résolutions plus théoriques que pratiques, et surtout peu suivies d'effets, enlèveraient d'avance une partie de son intérêt à la nouvelle conférence démocratique, si celle-ci ne devait traiter une question de politique intérieure des plus importantes dans les moments actuels.

La crise ministérielle que le mouvement Kornilof a amenée n'a reçu depuis lors qu'une solution provisoire.

De nouvelles démissions ont encore dégarni le cabinet qui ne présente plus aujourd'hui qu'une forme réduite.

La conférence démocratique doit précisément se prononcer sur sa reconstitution et décider s'il y a lieu de laisser en fonctions un ministère de coalition ou de faire entièrement passer le pouvoir aux mains des socialistes.

Deux votes tout récents et contradictoires,

Plusieurs membres du corps diplomatique étaient dans deux loges mises à leur disposition par le comité d'organisation.

Ce comité, composé en majorité de maximalistes, avait décidé tout d'abord de ne



M. TERESTCHENKO  
ministre russe des Affaires étrangères

pas admettre les diplomates à la réunion, considérant qu'elle n'aurait pas le caractère d'une conférence d'Etat. Puis il est revenu sur sa décision.

C'est M. Tchekidze, président du comité central exécutif du Soviet, qui déclara la conférence ouverte et prononça le discours d'inauguration.

Il expliqua les motifs de la convocation de la conférence, notamment la situation extrêmement grave du pays, la nécessité urgente de la constitution d'un pouvoir révolutionnaire responsable devant tous les éléments sur lesquels il pourrait s'appuyer.

M. Avksentief, président du conseil des délégués des paysans, dit à son tour que le moment est venu où la démocratie doit recueillir toute sa sagesse politique pour sauver les conquêtes de la révolution menacées par une catastrophe irréparable si elle n'est pas conjurée maintenant.

M. Terestchenko ne démissionne pas

M. Terestchenko, ministre des Affaires étrangères de Russie, fait démentir catégoriquement qu'il ait donné sa démission ou qu'il ait l'intention de la donner. En accord intime avec M. Kerensky, il reste comme lui fidèle à l'idée d'un ministère de concentration orienté vers les éléments sains et modérés du peuple russe. Cependant, avant de procéder à la formation de ce ministère, M. Kerensky et ses amis attendent les résultats de la conférence démocratique convoquée par le Soviet et qui vient de s'ouvrir à Petrograd.

A cette conférence, qui sera le théâtre d'une lutte peut-être décisive entre les deux tendances de la révolution, M. Tchernof et ses partisans feront tous leurs efforts pour écarter Kerensky afin de constituer un gouvernement entièrement socialiste où les maximalistes domineraient.

M. Tchernof se défend cependant de nourrir, en cas de succès, des projets de paix séparée.

## LES AMIS DU PRÉSIDENT MONIER TROUVENT RÉPONSE A TOUTES LES ATTAQUES

Ce qu'ils disent à propos de Bolo pacha, de Rosenberg, de Margulies, etc.

Quant au président lui-même, il observe la plus complète réserve en attendant le retour de M. le procureur général Bulot.

Nous avons annoncé hier que M. le ministre de la Justice, d'accord avec ses collègues du cabinet, avait décidé d'inviter le procureur général près la cour de cassation à informer en vue de renvoyer M. Monier devant le conseil supérieur de la magistrature pour incompétence et fautes professionnelles.

M. le premier président se retranche naturellement dans le mutisme le plus complet, et nous avons publié, hier, la note par laquelle il déclarait, à son grand regret, ne pouvoir s'expliquer que devant ses pairs.

Nous pouvons cependant trouver un aperçu de la défense de M. Monier dans la conversation qu'en un de ses intimes avec un rédacteur du Petit Parisien.

Cet ami des bons et des mauvais jours s'indigne de la calomnie qui s'acharne sur celui qu'il considère comme un magistrat ayant toujours fait tout son devoir.

Sur le chapitre des relations amicales entretenues par M. Monier avec Bolo pacha, l'ami s'explique ainsi :

« M. Monier connaissait Bolo bien avant la guerre et il a mis tout en œuvre pour tirer au clair ce qui, dans le passé de cet homme, pouvait paraître suspect. »

« Dans ces conditions, le président ne pouvait que continuer à accorder sa confiance à cet homme. Sans doute il n'hésita point à lui donner parfois des conseils ; même il annota de sa main certains contrats que lui avait soumis Bolo ; mais, en réalité, au tribunal, combien de fois avait-il agi de même pour des plaideurs ! »

« C'est tout, sauf cependant l'apport d'un contrat signé à l'insu du magistrat, obtenu sans son consentement par l'entremise de Bolo, et qui devait, après sa retraite, le faire entrer dans le conseil d'administration d'une importante et très honorable société. Le président n'a même pas pris garde à ce contrat. »

Passant ensuite aux rumeurs suivant lesquelles M. Monier serait convaincu d'avoir favorisé les affaires Rosenberg, Margulies, etc., le défenseur du président défie qui que ce soit de prouver l'intervention de son ami en faveur de ces gens :

« S'il est actionnaire de certaines affaires, il l'est de ses derniers personnels. Tel est le résumé de la défense que, d'après ses amis, M. le président Monier présentera devant le conseil supérieur de la magistrature. »

### Le conseil supérieur de la magistrature

La cour de cassation, en vertu de l'article 13 de la loi de 1883, constitue le conseil supérieur de la magistrature. Elle ne peut statuer en cette qualité que toutes chambres réunies. Le procureur général près la cour de cassation représente le gouvernement devant le conseil supérieur.

La compétence particulière du conseil supérieur de la magistrature est déterminée par l'article 14, paragraphe 1, de la loi du 30 août 1883. Elle s'étend aux premiers présidents, présidents de chambre, conseillers de la cour de cassation et de la cour d'appel, présidents, vice-présidents et juges suppléants de première instance et de paix. Le pouvoir disciplinaire conféré à la cour de cassation s'exerce, comme on le voit, sur ses propres membres et sur tous les magistrats qui composent les cours d'appel et les tribunaux inférieurs.

M. Bulot, procureur général près de la cour de cassation, absent de Paris, a été, à la suite de la décision du garde des Sceaux, rappelé d'urgence. C'est à lui qu'il appartient de réunir les trois chambres de la cour suprême et de les mettre au courant des poursuites.

Un conseiller rapporteur est désigné pour étudier l'affaire. Sur une nouvelle convocation, le conseil supérieur se réunit à nouveau pour entendre la lecture du rapport et décider s'il y a lieu à poursuite. Dans l'affirmative, le magistrat qui en fait l'objet comparait en personne devant le conseil supérieur où il peut se faire assister d'un avocat. Cette comparution a lieu à huis clos.

Le premier président Monier, si le procureur général décide de le déférer devant le tribunal de ses pairs, pourrait encourir, si les fautes qui lui sont reprochées étaient établies, les peines disciplinaires suivantes : 1° La censure simple ; 2° la censure avec réprimande, comportant privation de traitement pendant un mois ; 3° la suspension provisoire avec privation de traitement pendant toute la durée de la suspension ; 4° la déchéance du magistrat.

### La maladie de Bolo pacha

M. Jacques Bonzon, chargé par Bolo pacha du soin de présenter sa défense, s'est rendu, hier matin, au Grand Hôtel. Quoique très gravement malade, Bolo pacha a eu un assez long entretien avec son défenseur. Il a affirmé à celui-ci qu'il était décidé à recourir à tous les moyens en son pouvoir pour faire toute la lumière sur l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi dont il est l'objet et faire éclater sa complète innocence.

M. Jacques Bonzon est ensuite venu au Palais où il s'est entretenu avec le capitaine Bouchardon, lui demandant de reprendre au plus vite les interrogatoires de Bolo pacha. Ce à quoi le capitaine Bouchardon répondit : « J'ai envoyé, aujourd'hui même, le docteur Socquet pour examiner l'état de santé de Bolo pacha. Le médecin-expert m'ayant déclaré que la crise d'urémie dont le malade souffre actuellement était telle qu'il ne pouvait me répondre de sa vie pour le cas où je persisterais à vouloir aller l'interroger, il convient donc d'attendre, à moins que Bolo pacha n'insiste pour me faire appeler. »

D'autre part, le professeur Legris, qui le soigne, n'a pas caché que l'état de Bolo pacha ne s'était nullement amélioré en dépit d'une médication des plus énergiques. Ajoutons encore qu'il nous parvient que Margulies, l'ami de Bolo pacha, est également gravement malade et qu'il est soigné à l'infirmerie de la maison d'arrêt de Nice.

## M. TURMEL, FORT AGITÉ, ARPENTE LES COULOIRS DU PALAIS DE JUSTICE

Il parle à nouveau de déposer une interpellation à la Chambre.

C'est qu'il ne peut trouver aucun huissier pour sommer le juge d'instruction de lui donner satisfaction.

Décidément ce n'est plus le maquis de la procédure, c'est du pur vaudeville !

Hier après-midi, M. Turmel accompagné de M. Jacques Bonzon s'est présenté chez le juge Gilbert pour lui faire sommation d'avoir à rendre une ordonnance sur les conclusions de jonction qu'il avait déposées entre ses mains mercredi. Le magistrat instructeur s'y étant formellement refusé, le député des Côtes-du-Nord et son défenseur se sont mis à la recherche dans toutes les galeries du Palais d'un huissier qui voudrait bien accepter de notifier la sommation au juge. Aucun ne voulut y consentir. Suant, soufflant, tempêtant après cette course de deux heures à travers les dédales du Palais, M. Turmel et M. Bonzon se résolurent à adresser à M. Servin, président du tribunal civil de la Seine, la requête suivante :

Paris, ce 28 septembre 1917.

Monsieur le président,

Obligés d'engager de haute urgence, à l'égard de M. le juge d'instruction Gilbert, une action strictement légale et qui doit s'appuyer sur les articles 505, 506 et 507 du code de procédure civile, nous n'avons pu arriver à trouver un huissier qui acceptât de remplir sa fonction en instrumentant pour nous.

Nous venons vous demander d'en commettre un immédiatement, de façon à ce que mon action à moi, Turmel, s'engage des aujourd'hui contre M. le juge Gilbert.

Veuillez croire, monsieur le président du tribunal, à nos sentiments distingués.

A cette requête était joint le texte de la sommation :

Attendu, dit-elle, que le 26 septembre 1917, M. Turmel, assisté de son défenseur, a, par acte dicté et lu à l'audience de la chambre de la cour de cassation par lui contre M. Cousin et pour laquelle M. Gilbert venait de le recevoir partie civile, déposé entre les mains du juge une requête rédigée sur papier timbré et par laquelle la partie civile requerrait une ordonnance de jonction des causes.

Attendu que, par les journaux de ce matin, M. Turmel et son défenseur ont appris que M. Gilbert entendait ne pas même répondre dans la forme légale à ladite requête, ne rendre aucune ordonnance et passer outre ;

Attendu que des renseignements puisés dans la presse peuvent être invoqués en la présente affaire, puisque celle-ci a été mise à l'instruction par le procureur général à la suite d'une interview de M. Turmel, relative à la possession des 25.000 francs...

Attendu que ces faits constituent le déni de justice — et la sommation cite des références — fait sommation à M. Gilbert de rendre une ordonnance pour répondre à ses conclusions.

Malgré les démarches répétées de M. Bonzon auprès du président du tribunal pour obtenir la désignation d'un huissier, M. Servin lui déclara ne pouvoir y faire droit.

M. Jacques Bonzon s'est immédiatement rendu à la chancellerie pour protester auprès du garde des Sceaux, tandis que M. Turmel menaçait M. Gilbert d'une interpellation pour entraves apportées à l'instruction.

En vertu de l'article 506 du code de procédure civile, les juges peuvent être pris à partie, s'il y a déni de justice, c'est-à-dire si les juges refusent de répondre à des requêtes.

C'est assez fréquemment que des prises à partie ont été significatives, mais, dans les annales judiciaires, on constate que depuis 1806 jamais aucune d'elles n'a abouti.

Dans la matinée, M. Gilbert avait entendu comme témoin un huissier de la Chambre qui lui a répété un propos d'après lequel M. Turmel aurait déclaré, au début de l'enquête officieuse de la questure, que l'enveloppe contenait 25.000 francs.

Aujourd'hui, le magistrat entendra divers autres témoins.

**LE "TIP" remplace le Beurre**  
Ago, Pellierin, 82, r. Rembuteau (210 le 1/2 kg.)

## Une conversation avec Essad pacha



ESSAD PACHA PHOTOGRAPHIÉ, HIER, A SON HOTEL

Essad pacha, l'organisateur des forces albanaises, dont nous avons annoncé la présence à Paris, nous a accordé hier quelques instants d'entretien.

Il nous a dit le profond attachement de toute l'Albanie à la France et à la cause des Alliés, l'esprit de révolte de ses compatriotes contre l'Autrichien oppresseur, et sa foi dans une libération prochaine.

Après avoir pris un repos nécessaire par son état de santé, il retournera directement dans son pays afin de reprendre le commandement de ses troupes.

C'est avec la meilleure grâce qu'il a bien voulu poser pour Excelsior. Notre photographie le représente en tenue de campagne. Sur sa poitrine sont épinglées de nombreux

## L'AUTRE JOUR, EN DINANT, M. ROOSEVELT FIT UNE CURIEUSE RÉVÉLATION

En 1902, l'Allemagne, menaçante, avait dû baisser pavillon.

C'était à propos de l'occupation "provisoire" du Venezuela que le kaiser prétendait réaliser sans l'agrément des États-Unis.

LONDRES, 28 septembre. — On mande de Chicago :

Au cours d'un dîner qui lui a été offert, M. Roosevelt a raconté pour la première fois ce qui s'est passé aux conférences secrètes qui eurent lieu entre lui et l'ambassadeur d'Allemagne en 1902, lorsque l'Allemagne proposa d'occuper "provisoirement" le Venezuela, proposition qui menaçait de faire éclater la guerre entre les États-Unis et l'Allemagne.

M. Roosevelt fit venir l'ambassadeur d'Allemagne et lui dit :

« Cette affaire du Venezuela a duré assez longtemps. Je ne saurais la laisser arriver à un point où elle pourrait causer des difficultés aux États-Unis. »

Il fit alors remarquer à l'ambassadeur que l'Allemagne avait, près du Venezuela, une escadre qui menaçait l'entrée du futur canal de Panama, et il demanda ce que l'Allemagne entendait par une occupation provisoire, ajoutant :

« Je ne veux point de bail à quatre-vingt-dix ans. »

L'ambassadeur répondit qu'il n'était pas libre de discuter une question aussi importante et la conférence prit fin. M. Roosevelt déclara en concluant :

« Dites à votre gouvernement qu'il doit soumettre cette question à l'arbitrage dans un délai de dix jours, ou bien j'enverrai l'amiral Dewey là-bas. »

L'ambassadeur répondit :

« Je ne puis pas envoyer un tel message et je ne crois pas que vous songiez à ce qu'il signifie. »

« Vous voulez dire qu'il signifie la guerre ? »

« Je ne veux pas dire ce que je pense, répondit l'ambassadeur. »

« Nous possédons là-bas, ajouta M. Roosevelt, les seuls points où vous ne puissiez pas nous livrer combat. »

Et il lui montra sur la carte que les États-Unis occupaient les positions dominantes.

Lorsque l'ambassadeur se fut retiré, conclut M. Roosevelt, j'ordonnai à l'amiral Dewey de se tenir prêt à partir au premier ordre.

« Une semaine plus tard, l'ambassadeur revint et déclara qu'il n'avait pas osé envoyer mon message. Je lui dis alors que j'allais donner à l'amiral Dewey l'ordre de partir dans 48 heures. Il me répondit : « Ce sera terrible pour votre pays. » « Oui, répondis-je, mais ce sera bien plus terrible encore pour le votre. »

« Dans un délai de 36 heures, l'ambassadeur déclara qu'il avait reçu des instructions disant que l'Allemagne consentait à l'arbitrage ! » (Radio.)

## Le bureau de la Chambre va s'occuper des « fuites » du comité secret

Nous avons signalé ici, dès le lendemain du dernier comité secret, l'intervention de M. Fernand Rabier, député du Loiret, qui, lors d'une séance à huis clos, avait déclaré que des comptes rendus des délibérations de la Chambre circulaient tous les soirs dans des établissements du boulevard et étaient offerts dans certains milieux diplomatiques et financiers.

Un mouvement se dessina dès lors pour réclamer la lumière sur les fuites signalées. Et on vit des députés d'opinions les plus diverses, tels que M. Maurice Barrès et M. Marcel Sembat, proclamer la nécessité d'une enquête.

La présidence et la questure de la Chambre se sont émuës à leur tour. Tout le bureau de l'Assemblée est, en effet, convoqué pour mardi en vue de s'occuper des fuites signalées et d'envisager les mesures propres à en faire découvrir les auteurs.



M. AVKSENTIEF  
président du conseil des délégués  
des paysans

l'un du Soviet de Petrograd, l'autre du Comité central des Soviets, ont repoussé et admis respectivement la collaboration des fractions socialistes avec les partis bourgeois.

On peut donc prévoir qu'une résolution définitive sera prise par la conférence. On croit que les socialistes auront la majorité dans le cabinet.

La conférence peut donc amener une nouvelle étape dans le gouvernement de la nation et un changement dans la position des partis.

Tout le gouvernement provisoire, avec M. Kerensky en tête, a assisté à la première séance, dans la loge impériale.

## L'Allemagne dément qu'elle ait remis une « note verbale » sur la Belgique

Ce nouvel imbroglio semble marquer un recul du chancelier devant les protestations des pangermanistes.

Quel est ce nouvel imbroglio ? Le gouvernement impérial a fait démentir hier qu'il eût remis au nonce, à Munich, une « note verbale » exposant les conditions qu'il met à l'évacuation de la Belgique. La question est de savoir d'abord sur quoi porte ce démenti, et ensuite à quoi il tend.

Le gouvernement impérial veut-il dire littéralement qu'il n'a jamais envoyé aucun papier à Munich ? On sait, en effet, que, par une bizarrerie du langage diplomatique, une note verbale est, en réalité, une note écrite. Il est donc possible que le représentant de l'Allemagne se soit contenté d'informer oralement le nonce du point de vue de son gouvernement sur la question belge, sans laisser de document entre ses mains. L'Allemagne affectionne ce genre d'informations verbales qui ne laissent pas de traces. Il y a un précédent fameux dans la visite que fit M. de Schoen au Quai d'Orsay un certain jour de juillet 1914.

Le démenti allemand porterait, dans cette hypothèse, sur une question de forme.

On doit remarquer, en effet, que les journaux allemands arrivés hier à Berne ne mentionnaient pas, au sujet de la Belgique, les conditions du chancelier telles qu'elles ont été publiées en France. La seule pièce de provenance allemande que l'on possède est le communiqué de l'agence Wolff que nous avons donné. Ce communiqué, qui avait les allures d'une note officielle, confirmait, sur le fond, en termes à peine

différents, ce qu'avait dit la presse française des intentions de l'Allemagne, non seulement, par exemple, à propos de la séparation administrative de la Flandre et de la Wallonie, mais encore au sujet des garanties exigées par Berlin pour admettre la « sincérité » de la neutralité belge.

Mais il importe de rechercher si le gouvernement impérial n'a pas eu un autre dessein. L'obscurité même de sa rectification donne à penser que, peu satisfait de l'impression produite tant à l'intérieur qu'à l'extérieur par son projet de règlement de la question belge, il aurait cherché à revenir en arrière et à se dégarer.

La rumeur d'après laquelle il songeait à renoncer à la Belgique, même à des conditions inacceptables pour l'Entente, a déterminé en effet une nouvelle levée de boucliers des pangermanistes. Le chancelier a-t-il reculé devant l'opposition du parti annexionniste, dont l'amiral Tirpitz vient d'exprimer les idées dans une réunion de la ligue de la « Patrie allemande » ? Cette opposition est soutenue par Hindenburg et par Ludendorff. Les engagements que le docteur Michaelis a pris envers l'état-major rendent vraisemblable qu'il ait cédé aux militaires, auxquels il doit son poste.

En tout cas, il sera évident que l'Allemagne ne peut se résoudre à jouer franc jeu. Elle entame bien mal ses tractations pour la paix, et ce ne sont pas de pareils procédés qui donneront aux Alliés cette confiance que le président Wilson exige comme une condition essentielle. Nous verrons aussi comment le Reichstag s'accommodera de toutes ces déformations de sa motion de paix.

Jacques BAINVILLE.

**ÉCOLE** Boulevard Poissonnière, 19  
Rue de Rivoli, 53  
Comptabilité, 2. — Dactylo, Langues, etc.







# LE MONDE

## LES COURS

— S. M. la reine d'Espagne s'est rendue, à Saint-Sébastien, à un grand déjeuner offert par la duchesse de Medinaceli et la duchesse de Aliaga.

Les autres convives étaient : duc et duchesse de Montellano, duc et duchesse de La Victoria, duchesse de San Carlos, prince de Beauvau-Craon, attaché en mission à l'ambassade de France ; M. de Perez de Guzman.

## CORPS DIPLOMATIQUE

— Le prince Borghese, conseiller de l'ambassade d'Italie à Londres, a donné un dîner en l'honneur du capitaine marquis Giulio Lauretti, de l'aviation italienne — qui vient d'accomplir de Turin à Londres le raid aérien dont nous avons parlé.

## INFORMATIONS

— Le duc d'Albe, le duc de Bronte et le duc de La Roca sont en ce moment à Paris.

## MARIAGES

— En l'église Notre-Dame-de-France, à Londres, a été béni hier le mariage de Mlle Elisabeth de La Panouse, fille du général vicomte de La Panouse, attaché militaire à l'ambassade de France en Angleterre, et de la vicomtesse, née de Wendel, avec le comte Alphonse de La Bourdonnaye, capitaine d'infanterie, fils du marquis de La Bourdonnaye, décédé, et de la marquise de La Bourdonnaye. Les témoins de la mariée étaient : S. Exc. M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, et M. de Fleury, conseiller de l'ambassade. Ceux du marié : le colonel Fal-jade et le comte de Montholon.

Le mariage civil avait eu lieu l'avant-veille, en l'hôtel de l'ambassade. M. Khan, consul général de France, procéda à la cérémonie.

On y remarquait : vicomte, vicomtesse de La Panouse, Mlle de La Panouse, M. Arthur de La Panouse, M. Humbert de Wendel, marquis de La Bourdonnaye, comtesse de Montholon, comte, comtesse de Kergrist, comte de Noailles, comte de Douville-Maillefeu, comte d'Eril, vicomte de Ribes, général et Mme Lake, comte P. de Barante, contre-amiral baron Mercier de Lostend, MM. de La Chaussée, Roger Cambon, de la Garenne, etc., etc.

## DEUILS

— Les obsèques de M. Henri de Stucklé ont eu lieu hier, à dix heures et demie, dans l'église de Croissy, comme nous l'avions annoncé.

De très nombreux amis avaient tenu à accompagner, dans ces circonstances particulièrement douloureuses, le baron et la baronne de Stucklé jusqu'au cimetière de Croissy où a eu lieu l'inhumation.

## Nous apprenons la mort :

Du général de division Barbé, du cadre de réserve, commandeur de la Légion d'honneur, décédé, hier, à Paris, à l'âge de soixante-seize ans.

## BENFAISANCE

— Aujourd'hui samedi, à la Galerie Georges Petit, 8, rue de Sèze, a lieu l'inauguration de l'exposition de documents relatifs aux crimes allemands, organisée par la Ligue "Souvenez-vous !", M. J.-L. Breton, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, et le général Dubail, gouverneur de Paris, présideront cette séance, qui sera ouverte par un discours du président de la Ligue, M. Jean Richepied.

— Le comité Franco-Américain, qui organise, avec la participation du "Secours de guerre", la "Foire de Saint-Sulpice", a décidé, vu le grand nombre de rapatriés des pays envahis et la destruction complète des villages libérés, de créer un nouveau comité qui aidera les uns et s'emploiera à relever les ruines trop nombreuses qui s'accumulent.

Ce nouveau comité, le Secours Franco-Américain pour la France dévastée, se compose de : Mrs William Sharp, femme de l'ambassadeur des Etats-Unis, et de M. Hanotaux, présidents d'honneur ; Mrs Charles Prince, présidente ; princesse de Poggio-Suasa, marquise de Gontaut-Saint-Blancard et Mrs Elenor Glyn, vice-présidentes ; Mme de Sincay, secrétaire ; Mrs J. A. Carter, trésorière, et M. Gabriel-Louis Jaray, délégué. Les autres membres sont : Mme Paul Dupuy, Mrs Hubbard, Mrs Ernest Mallet, vicomtesse de Gournay, comtesse du Luart, princesse Poniatowska et comtesse de Viel-Castel.

La première réunion du comité aura lieu au mois d'octobre.

Prérez d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 52-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanche et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

**MICRAINES**  
**NÉURALGIES**  
**RHUMATISMES**  
et tous maux  
d'un caractère fiévreux  
sont toujours atténués  
et souvent guéris par  
quelques Comprimés

**d'ASPIRINE**  
"USINES du RHÔNE"  
pris dans un peu d'eau.

Le Tube de 30 Comprimés : 1<sup>fr</sup>50  
En Vente dans toutes les Pharmacies.

ON CHERCHE : chariots à 4 roues, des wagons avec rails, des chevaux, des conducteurs et des ouvriers pour sabliers. Ecr. G. Lebeau, à Bailleau, par Arpajon (Seine-et-Oise).

**PREUX A CORDES**  
**PALMER**  
CREATEURS DE LA CHAPE TROIS NEUVES  
24, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)

# EXCELSIOR

## UN MARIAGE PITTORESQUE EN ANGLETERRE



**DES BLESSES TRAÎNENT LA VOITURE A TRAVERS LES RUES DE BROMLEY**  
On vient de célébrer à l'église de Bromley, en Angleterre, le mariage de Mlle Irish Ethel Coad, infirmière, avec le major Stanley G. Pond. Les soldats blessés, invités à la cérémonie, prirent la place des chevaux et traînèrent la voiture des époux à travers les rues de la ville, à la grande joie des passants.

## B L O C - N O T E S

La rentrée des classes est proche. En d'autres temps, la rentrée des classes était une espèce d'événement. Un événement dans l'Université. Un événement dans les familles. Programmes nouveaux, méthodes nouvelles, lancement d'ouvrages... Tout un remue-ménage auquel les amis de la jeunesse et les amateurs d'idées prenaient le plus grand plaisir.

Il n'y aura sans doute rien de tout cela, cette année. Et alors on pourrait peut-être profiter de cette accalmie pour remettre à la mode une très vieille coutume qui a l'air de s'en aller tout doucement de nos écoles et qui y était cependant, autrefois, la plus honorée de toutes, — la plus indiscutée : la coutume d'écrire les mots comme ils doivent être écrits.

Mon Dieu, oui ; rien de plus que cela. Je voudrais qu'on se remit à enseigner l'orthographe non seulement aux enfants des petites écoles, qui la savent de moins en moins, mais aux lycéens, aux lycéennes, qui ne la savent pas beaucoup mieux.

J'ai connu l'époque — pas si lointaine, pourtant — où un enfant « bien élevé », bien surveillé par ses maîtres, et d'intelligence suffisamment ouverte, était, à partir de la douzième ou treizième année, capable d'écrire, sans le moindre casement de tête, la plupart des petits pièges orthographiques courants. A ce moment des études, la « dictée » était supprimée du programme des travaux de l'élève. Elle était un devoir qui ne servait plus à rien. Une génération nouvelle a grandi, plus gâtée que la précédente, et qui volontiers s'est affranchie d'une foule de petites disciplines qui la gênaient. Du haut en bas de la société, et chez les gens du monde aussi bien que dans le peuple, on s'est habitué à régler sa vie sur la plus commode des devises : *A quoi bon ?* Et c'est ainsi qu'un beau jour on a rencontré, dans les meilleures « sociétés », des jeunes filles d'excellente éducation, d'exquises jeunes femmes qui fleurissaient leurs lettres de fautes d'orthographe à faire s'évanouir leurs grand-mères. « A quoi bon l'orthographe ? »

Eh bien ! il faut changer cela. Il ne faut pas dire : « A quoi bon l'orthographe ? » L'orthographe est le vêtement du langage. Il faut qu'un vêtement soit propre. Il n'est pas plus permis de jeter à la poubelle une lettre souillée de fautes que de promener dans le monde un enfant sale, ou de se y montrer soi-même avec du linge douteux. L'orthographe n'est pas une mode à observer ou à ne pas observer. L'orthographe, c'est de la propreté. C'est de l'ordre. C'est du bon sens. C'est de la politesse.

## Les compagnons de route

Quelques Parisiens en vacances viennent d'arriver à... mettons Trifouillis-les-Oies. Ces Parisiens se frottent les mains et se disent l'un à l'autre :

— Te rappelles-tu comme il était difficile à Paris de trouver une voiture à la sortie du théâtre ? Ici, nous aurons tous les cabriolets que nous désirerons pour faire l'excursion projetée !

Et nos Parisiens candides se rendent chez l'unique voiturier de Trifouillis-les-Oies, l'autre étant mobilisé.

— Vous voulez mon cabriolet ? C'est que tout le monde le veut, mon cabriolet ! Quoi ! Ce serait pour aller de ce côté-ci ? Jamais de la vie ! J'ai à faire une course de ce côté-là !

Les Parisiens se regardent, pâles et défaits. Ils ont déjà entendu ce langage entre la Madeleine et l'Opéra : le voiturier de Trifouillis-les-Oies parle comme un chauffeur du boulevard... Il n'y a plus de provinciaux ! Donc, résignés par habitude, les pauvres « touristes malgrés tout » consentent à donner dix francs par tête... et à aller de ce côté-là plutôt que de ce côté-ci...

— Maintenant, dit avec dignité le voiturier de Trifouillis-les-Oies, j'ai encore quelques clients à charger.

Nos Parisiens ont encore vu ça à Paris : une auto louée en commun ! Ils s'inclinent donc encore.

Mais voici où toute l'horreur de leur situation apparaît, et où il est prouvé qu'un chauffeur du boulevard a tout de même plus de conscience que le voiturier de Trifouillis-les-Oies : savez-vous quels voyageurs ce sinistre voiturier a adjoints à ses clients de Paris, et installés au fond de la voiture ?

Quatre goret ! Quatre goret énormes !

## Un complot...

Le métier de conspirateur nourrit souvent son homme. Cela dans tous les pays, bien que l'on ait quelquefois prétendu que la France était le « verger » de l'Europe.

Ils étaient ainsi quelques Russes qui, à Khilovo, « travaillaient » à la restauration du tsarisme. Leur chef, un certain Skakoun, avait toutes les allures sombres et mystérieuses du parfait conspirateur. Et comme, dans ce pays, la révolution, sans diminuer le nombre des policiers, a considérablement accru celui des dénonciateurs, ses agissements et ceux de ses amis furent dénoncés.

Une enquête fut ouverte : elle a établi que Skakoun et ses acolytes soutenaient à des monarchistes crédules d'importantes sommes d'argent pour les dépenser en orgies. A tout cela se réduisit le grand complot de Khilovo.

Skakoun et ses amis vont, paraît-il, être poursuivis pour escroquerie. Triste fin pour des conspirateurs...

## Les dieux s'en mêlent

Connaissez-vous Obatala, dieu « des visions lointaines », et Changô, dieu de la foudre ?

Ces deux idoles du Dahomey viennent de prendre part dans la guerre mondiale. Emus, au fond de leurs forêts de palmiers, par les récentes victoires des Alliés dans l'Est-Africain, Obatala et Changô ont manifesté à leurs prêtres leur amitié pour nous. Changô nous promet l'appui de son tonnerre et Obatala aperçoit à l'horizon notre victoire.

En conséquence, ces deux divinités, devenues francophiles, exigent de quotidiennes offrandes de roses ; on sait que la rose, exportée par nous au Dahomey, y est considérée comme l'emblème de notre pays.

Que l'on couronne donc de roses Obatala et Changô !

## Chaussure économique

A la veille de l'adoption de la chaussure nationale en Italie, un prince-sans-rire qui se proclamait inventeur avait soumis à une feuille romaine le projet suivant de chaussure patriotique et bon marché :

« Plongez les pieds dans des baigns d'acide chromique assez fréquents. Traitée de la sorte, la peau humaine acquiert une dureté pareille à celle du cuir de veau et assume aussi une couleur délicatement jaunâtre imitant parfaitement celle des chaussures jaunes d'été. »

Avec ce système, on marche commodément et sans frais.

Si on veut obtenir une chaussure de luxe, on peut peindre le long du cou-de-pied une ligne boutonée ou lacerée, en employant une teinture plus sombre, faite de poix et de résine. On peut aussi étaler sur le pied une couche de vernis pour obtenir un brillant merveilleux. »

Ce facétieux inventeur affirmait encore que sa chaussure n'a aucun défaut, mais toutefois il recommandait à ceux qui adopteraient son système de ne pas se laisser marcher sur les pieds !

## Le pouvoir des vers

L'histoire du poète Henri Mèrel — qui est actuellement poursuivi pour escroquerie au mariage, et qui apaisait la colère de ses dupes en leur dédiant des vers, — nous remet en mémoire une petite mésaventure qui arriva au bon Coppée.

L'anecdote, peu connue, vaut d'être tirée de l'oubli.

Coppée reçut un jour la visite d'un petit jeune homme qui lui apportait des vers. Le petit jeune homme était sympathique. Coppée, qui se laissait souvent entraîner par son bon cœur, promit d'emblée son aide au débutant, prononça même le nom d'une revue...

Ce ne fut qu'après, lorsque le jeune homme se fut éloigné radieux, que Coppée songea à parcourir le manuscrit.

Hélas ! le pauvre Coppée se saisit le front, du geste qui lui était familier. Il n'y avait rien à faire de ces vers, rien du tout ! Et il avait promis une recommandation. Comment se dégager... ?

Coppée chercha, et il trouva.

Il écrivit au petit jeune homme sympathique une lettre d'excuses en vers... oui en vers ! Elle prit au poète des humbles un après-midi ; mais du moins, songeait-il, le néophyte évincé serait glorieux d'avoir inspiré un poème à son maître.

Coppée ne se trompait point. Il y a aujourd'hui, quelque part, dans une petite ville du Centre, un aimable substitut qui ne songe plus à faire des vers, mais qui garde précieusement — et sans nulle rancune, — la « lettre-élogie » de Coppée.

## Chose vue

Un poilu, permissionnaire, se présente à neuf heures du soir à une gare — ne la nommons pas — afin de prendre le train militaire pour regagner son dépôt.

— Votre permission ne vaut rien, lui dit l'employé, il faudra prendre demain matin le train civil à vos frais.

Le poilu — un quatre chevrons et une blessure — est un peu interloqué. Il sait que sa permission est en règle. D'autre part, il est fort inquiet, car il n'a pas l'argent nécessaire pour le voyage, et il risque d'être puni pour arriver en retard. Se ravissant, il va à un second bureau.

— Bon, dit l'employé en apposant le timbre réglementaire. Dépêchez-vous, si vous voulez avoir une bonne place.

Tout est bien qui finit bien. Mais que se serait-il arrivé si le pauvre soldat s'était contenté de la première réponse ?

## Confiture sans sucre

Ceci est une recette, une excellente recette de cuisine. Elle date de cent ans, ce qui ne l'empêche pas d'être d'une appétissante actualité.

En ce temps-là, le sucre était cher, comme aujourd'hui. Peut-être n'était-il pas aussi rare. Toutefois les « petites bourses » préféraient s'en passer, et elles avaient trouvé moyen de fabriquer de la confiture sans sucre.

Faites bouillir quatre chaudrons de figues bien mûres, comme les départements du Midi nous en envoient depuis quelques jours. Ces quatre chaudrons de figues vous donneront un chaudron de sirop, qui vous permettra de sucrer très convenablement votre confiture.

Cette méthode, très simple, est encore usitée, paraît-il, dans le Dauphiné, et il serait à souhaiter qu'elle fût sans retard adoptée à Paris.

## LE PONT DES ARTS

On ne sait quel absurde bruit (était-ce une manœuvre boche ?) avait couru, ces jours derniers, d'après lequel don Miguel de Unamuno, le grand écrivain « aliadophile », dont nous annonçons récemment le *Sentiment tragique de l'existence*, aurait été emprisonné. On nous apprend de bonne source qu'il n'en est rien et que la nouvelle réjouira les admirateurs du maître. Rappelons à ce propos qu'une traduction de sa *Vie de Don Quichotte* et *Sancho* va bientôt paraître.

Les Remarques, de M. André Suarès, ne sont pas une brochure séparée. C'est, en quelque sorte, la première livraison d'un commentaire lyrique de notre époque fait au jour le jour à un jeune auteur hispano-américain venu le visiter : « Je n'écrirai plus que des poèmes ; et toute mon œuvre est un poème. »

LE VAILLEUR.

# THEATRES

Réjane. — Une Revue chez Réjane continue à amuser follement le public et ses succès prennent les proportions d'un véritable triomphe. Demain dimanche, même spectacle, en matinée et en soirée, avec tous les créateurs : Vera Sergine, Harry Baur, Parysis, Signoret jeune, Clermont et... Borel.

Nouvel-Ambigu. — La dernière représentation du *Maître de Forges* est fixée à mardi soir, 2 octobre. Jeudi, première représentation du *Système D*, vaudeville en 3 actes de MM. Pierre Veber, Henry de Gorsse et Marcel Guillemand.

**NOUVEAU-CIRQUE**  
251, rue Saint-Honoré  
**AUJOURD'HUI SAMEDI & DEMAIN DIMANCHE**  
Matinée et soirée avec un formidable programme

Edouard-VII. — C'est le samedi 6 octobre prochain que le théâtre Edouard-VII reprendra ses séances musicales, de 4 à 6 h.

**BA-TA-CLAN**  
Triomphe indescriptible de  
**MISTINGUETT**  
et de la troupe dans  
LA REVUE « CELLE à MISS... »  
avec M. CHEVALIER  
DEMAIN, MATINÉE

Grand-Guignol. — Mardi soir, 2 octobre, première représentation de : *La Grande Epouvante*, 3 actes de MM. André de Lorde et Henri Bauche. Le spectacle comprendra, en outre, le *Dernier Baiser*, de M. Pierre Montrel ; *l'Intime*, de M. René Wisner, et *En Beauté*, de MM. Maxime Carel et Lucien Mayrargue.

Cet après-midi :  
Comédie-Française, 2 h., *Andromaque* (répét. gén.),  
Odéon, 2 h., *le Ruisseau*,  
Scala, 2 h. 30, *le Sursis*.

Ce soir :  
Comédie-Française, 8 h. 15, *l'Élévation*  
Opéra-Comique, 7 h. 30, *Manon*,  
Odéon, 8 h., *le Ruisseau*,  
Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'Illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, *la Femme de son mari*,  
Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*,  
Vaudeville, 8 h., *la Revue*,  
Châtelet, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, samedi, dimanche, 2 h., jeudi et dimanche, *le Tour du monde en 80 jours*,  
Palais-Royal, 8 h., *Madame et son filleul*,  
Gaité-Lyrique, 8 h., *les Petits Mousquetaires*,  
Trion-Lyrique, 8 h., *François les Bas-Bleus*,  
Ambigu, 8 h. 30, *le Maître de forges*,  
Antoine, 8 h. 25, *M. Bourdin, professeur*,  
Athénée, 8 h., *Mon œuvre*,  
Grand-Guignol, relâche ; mardi, la *Grande Epouvante*.

Michel, 8 h. 30, *Plus ça change...*  
Th. Réjane, à 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*,  
Nouveautés, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer*,  
Sarah-Bernhardt, 8 h., *Vautrin*,  
Porte-Saint-Martin, 8 h. 45, *Montmartre*,  
Cluny, 8 h. 45, *les Deux Vestales*,  
Edouard-VII, 8 h., *la Folle Nuit*,  
Femina, 8 h. 45, *Sapho*,  
Scala, 8 h. 30, *le Sursis*,  
Ba-Ta-Clan, tous les soirs, à 8 h. 30, *Celle à Miss...*, revue (Mistinguett, Chevalier), Loc. 30-42.

Nouvel-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, à 8 h. 30 ; matinées jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

**MUSIC-HALLS**  
Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dim.

**CINEMAS**  
Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, *les Cœurs damnés*, Loc. 4, r. Forest, 10 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

Pour assainir la bouche,  
Raffermir les dents déchaussées,  
Calmer les gencives douloureuses,  
le **Coaltar Saponiné Le Beuf**  
est un produit de premier choix.

Se méfier des imitations que le succès de ce produit bien français a fait naître.

DANS LES PHARMACIES

Pour tout achat d'**AUTOMOBILES** faire dem. Landais, Ing. 21, r. Danton, Levallois-Perret. Tél. : Wag. 73-34. Gr. stock de voit. entières revues et vendues av. garant. à des px modérés.

**ÉCOLE RÉALE**  
3, Grande-Rue, Boutique-sur-Seine  
Situation exceptionnelle. — Installation modèle  
RENTREE DES CLASSES : le 2 OCTOBRE

ON CHERCHE : 1° Usine à ciment, à plâtre, à réfractaires ou céramique, de pulvérisation ou moulins à meules. — 2° Du matériel de laboratoire (appareils et produits chimiques). — 3° Une automobile à 3 à 4 places. — Ecrire Baudry, rue Feydeau, 7, Paris.

**APRÈS et ENTRE les REPAS**  
**PASTILLES**  
**VICHY-ÉTAT**  
HYGIÈNE de la BOUCHE et de l'ESTOMAC  
Boîtes de 0<sup>fr</sup>60 — 1<sup>fr</sup> — 2<sup>fr</sup> et 5<sup>fr</sup>.

## VILLÉGIATURES

Sur la Côte d'Azur

NICE HOTEL GRIMALDI. Dernier confort. Séjour d'automne. Recommandé aux familles.

NICE HOTEL DU LUXEMBOURG. Promenade des Anglais. Ouvert toute l'année.

NICE HOTEL DES ÉTRANGERS. Même propriétaire.

NICE HOTEL O'CONNOR, sur jardin. Séjour d'automne. Arrangements pour familles.

NICE LA COTE D'AZUR et les Alpes Françaises : public chaque semaine la Liste officielle des Étrangers. L'Office de la Côte d'Azur réunit sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

**La Montagne**  
VERNET-LES-BAINS (Pyr.-Orient.) Etablissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses.

HOTEL DU PORTUGAL. Villas. SENEQUE, directeur.

**La Mer**  
VILLERVILLE LE GRAND HOTEL BELLEVUE est ouvert. — Paul Gautier, propriétaire.

Le gérant : VICTOR LAUVERGAT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volmard.